

JEAN-PHILIPPE TANGUY est l'invité de LAURENCE FERRARI sur CNEWS !

19 min · Rassemblement National

· Et notre invité ce matin dans la grande interview sur CNEWS et sur Europe 1, c'est Jean -Philippe TANGUY. Bonjour à vous.

· Bonjour, Anne -Phil -Henri. · Débuté du Rassemblement National

de la Somme. Est -ce qu 'Emmanuel Macron est sourd à la colère des Français ? On sait qu 'il est très occupé à l 'international. Son gouvernement a présenté hier de nouvelles aides pour les Français les plus touchés par la flambée des prix. On parle de prolongation, d 'élargissement à 5 ,5 millions de personnes du dispositif gros rouleurs. Pareil pour les pêcheurs. Est -ce que c 'est suffisant pour vous ? ·

Non, absolument pas. Mais je pense qu 'en fait, M. Macron, depuis maintenant 10 longues années, a une forme de plaisir à ne pas obéir aux Français, à ne pas les entrer dans une forme de supériorité morale, à ne pas être présent pour nos compatriotes. · Alors il doit s 'exprimer jeudi soir. Vous en attendez quelque chose ? · Peut -être. Mais moi, tout est possible. Écoutez, c 'est le président de la République. Il a été élu et réélu par les Français. Évidemment, je le regrette. Mais à tout moment, on peut espérer une bonne décision, une prise de conscience. Parce que là, l 'économie est vraiment au bord de l 'effondrement. Car le pouvoir d 'achat, évidemment, s 'est effondré avec plus de 6 mois de crise pétrolière, qui se répand aussi sur d 'autres secteurs d 'activité. Ceux qui ont besoin de leur voiture pour aller travailler au quotidien n 'en peuvent plus. Ceux qui ont besoin de leur voiture pour conduire leurs enfants à leur voir leurs proches n 'en peuvent plus. Et l 'économie elle -même est très fragilisée. Parce que les agriculteurs ont fait l 'essentiel de leur récolte, des mauvaises récoltes, avec des prix du carburant très hauts, des prix des engrais très hauts qui sont liés aussi à ceux du carburant.

· La FDSEA demande le doublement des aides aux agriculteurs. ·

Mais ils ont raison. Parce que là, c 'est pas une aide. En l 'occurrence, c 'est vraiment un moyen d 'aller travailler. Puisque pour faire vos récoltes, pour semer, pour entretenir aux gens, vous avez besoin d 'outils agricoles qui fonctionnent au gazole. · Donc c 'est pas suffisant pour vous. · Non, mais il n 'y a aucune prise de conscience.

Vous voyez, par exemple... · Mais vos mesures, avant, elles sont assez coûteuses. La baisse de la taxe des carburants, de la TVA sur les carburants, de 20 à 5 ,5, ça coûte quand même quelques milliards d 'euros, entre 13 et 15 milliards d 'euros. · Ah oui, non,

mais c 'est un coût important, mais c 'est rien par rapport à la dépense publique. Puisque effectivement, ce serait baisser la TVA de 20 à 5 ,5 et annuler la hausse des impôts qu 'avait décidé M. Philippe en 2018. Ça coûte effectivement entre 15 et 16 milliards d 'euros. C 'est 1 % de la dépense publique. · Et comment vous le sélectionnez, ça ? · Mais vous avez, et on présentera avec Marine Le Pen et Jordan Bardella, début octobre, notre contre -budget, la trajectoire de réduction des déficits. Fait à 1%, on fera sur 5 ans 125 milliards de baisse des dépenses publiques en moins. · Vous imaginez que l 'État français n 'est pas capable de faire 1 % d 'économie pour rendre leur argent aux Françaises et aux Français. C 'est consternant. L 'État français, comment dire, la

bureaucratie française est profondément malade. 41 % d'économie pour empêcher l'économie française de s'effondrer en baissant les impôts sur le carburant, c'est minimum. Mais il y a aussi les réserves.

· Vous vous financeriez ceci, la dépense que vous proposez, par la baisse des aides sociales aux étrangers, la contribution de l'Union européenne, la France à l'État européenne. Et le fonds vert, c'est ça ? Ça suffirait ?

· Ah ben là, en l'occurrence, ça suffit largement, puisque là, avec les mesures que vous avez citées, on est déjà à plus de 35 milliards d'économies. Mais il y a beaucoup d'autres économies sur la simplification du millefeuille territorial, la fin de la bureaucratie, la dénormalisation, tout un tas d'abus à droite, à gauche que nous allons nettoyer. D'ailleurs, Marine Le Pen avait parlé de l'État français, de la bureaucratie française, comme les écuries d'Ogias. Et c'est vrai qu'à tous les échelons de l'État, dans les collectivités territoriales, dans la sécurité sociale, dans les agences innombrables, vous avez des gaspillages. Rien n'est tenu. Le désordre qu'on voit dans la rue, c'est un désordre qu'on voit dans les comptes. L'État français n'est pas tenu par les macronistes qui font n'importe quoi. Il y a ce qu'on appelle une dérive des dépenses. · Constatée depuis des années. · Absolument, absolument. Mais qui s'est amplifiée depuis 5 ans. Il y a une perte d'autorité de l'État et des ministres sur les dépenses elles-mêmes. Je vais vous donner un exemple. M. Lecornu a annoncé la semaine dernière un chiffre très important d'économie. Alors évidemment, tout le monde se dit qu'il se passe quelque chose. Et en fait, une fois que la poussière de la communication se dégonfle, il y a en fait zéro économie et 9 milliards de hausse d'impôt pour le moment. Voilà. Et c'est exactement ce qui s'est passé l'année dernière. C'est ce qui s'est passé il y a 2 ans, il y a 3 ans, et il y a depuis 5 ans et depuis qu'Emmanuel Macron est là. Mais il y a un sujet, par exemple, qui coûterait rien. C'est les réserves stratégiques de pétrole. Ça fait 6 mois que le Rassemblement national met le sujet sur la table. Nous avons entre 3 et 4 mois de réserve. Par exemple, ce serait très utile pour les marins-pêcheurs, pour les agriculteurs. · De les débloquer maintenant ? · Voilà. · Mais d

'être démunis peut-être dans quelques mois, si la baisse des prix ne se confirme pas ? Je

ne dis pas qu'on peut ouvrir les vannes pour toutes les Françaises et les Français. C'est pour ça qu'on a la mesure sur les taxes pour les Françaises et les Français. Mais vous savez que les agriculteurs ont peu de taxes sur le carburant, que les marins-pêcheurs n'en ont pas. Donc la seule moyen pour que ça ne coûte pas de l'argent, qu'on ne subventionne pas directement le carburant, c'est d'utiliser ces réserves qui ont été constituées à des prix très bas, puisque le coût moyen des réserves, c'est 40 dollars le baril, contre aujourd'hui 90 -110.

· Vous avez bien compris qu'Emmanuel Macron et son gouvernement disent que ce ne sont pas des problèmes qui sont liés à notre gouvernance, ce sont des problèmes extérieurs liés à la guerre en Iran, le blocage du Détroit d'Hormuz, à la guerre en Ukraine. En fait, c'est facile de se dédouaner de cette sorte. · Non, mais vous avez raison. On n

'accuse pas Emmanuel Macron d'être responsable de la crise dans le Détroit d'Hormuz. Ce serait ridicule. Par contre, on l'accuse, et surtout on constate, de ne pas avoir pris des dispositifs pour anticiper la crise à partir du moment où l'Ukraine a été attaquée et envahie en 2022 et que ça avait révélé les faiblesses de l'Europe et de la France, des dépendances, notamment sur les raffineries au diesel, puisque la Russie détenait un nombre très important de raffineries de diesel. Et vous savez que le parc automobile français est très exposé au diesel puisqu'on a à peu près 3 -4 fois plus de véhicules diesel que de véhicules essence. Eh bien, il fallait renforcer les raffineries en France et en Europe. On a quand même eu 4 ans pour le faire. 4 ans, c'est pas négligeable. Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Rien du tout. Ils ont continué à affaiblir les raffineries en France. Et donc, on est devenu

extrêmement dépendant de tous les prix. J'entends les uns et les autres qui critiquent à juste titre les marges excessives des raffineurs. Pourquoi ils peuvent prendre des marges excessives ? Parce qu'il n'y a pas assez de raffineries, tout simplement. On est passé de

24 à 6 en quelques années.

Absolument. Et que sur les 6 qui nous restent en France, il y en a quand même 2 ou 3, je ne sais plus, qui se sont beaucoup transformés en raffineries sur les deux carburants. Vous voulez taxer les

marges que se font les raffineurs ?

On va regarder s'il y a des marges excessives des rentes. Donc c'est des abus de position dominante. On est à la frontière quand même de l'illégalité. Donc s'il y a des abus de position dominante, il faut appliquer la loi et prendre des sanctions, évidemment. Mais il ne faut pas, à fois, arrêter de blablater. Comme le fait la gauche, l'essentiel des raffineries sont à l'extérieur des frontières françaises. Le diesel, je crois qu'on importe à peu près la moitié de ce qu'on consomme en France. On peut s'agiter sur nos sièges, comme M. Mélenchon en criant « taxe, taxe, taxe ». Il ne taxe rien du tout. Et à la fin, il y aura moins de carburant. Et ça coûtera plus cher. Parce que ce que dit M. Mélenchon, ces déclarations plus ahurissantes les unes que les autres sur l'annulation de la dette, sur le fait de taxer un certain nombre de produits, ça crée des tensions sur le marché. Et c'est les Français qui les payent parce qu'on importe ces produits. Je le regrette. On est dépendant pour notre dette des investisseurs étrangers. Je le regrette. C'est le bilan d'Emmanuel Macron. Et on est dépendant des importations de carburant. Et donc, insulter les marchés, en l'occurrence, sans proposer de solutions concrètes, ça fait augmenter les prix. Et c'est les Français qui payent. Finalement, Jean -Philippe

Tanguy, à nos auditeurs et téléspectateurs, ce matin sur CNews et sur Europe 1. Attendez mai 2027, si jamais le RN accède au pouvoir. Là, il y a un budget qui va être proposé. Est-ce que vous allez le voter ? Marine Le Pen dit plutôt un budget imparfait que pas de budget. Donc, en fait, prenez votre mal en place. C'est ce que vous dites aux Français ?

J'espère qu'on va être entendus. J'espère qu'on va réussir à faire comprendre à M. Le Cornu qu'il faut faire des vraies économies pour financer des vraies baisses d'impôts et redonner de l'air aux Françaises et aux Français. Il faut vraiment... Il vous tend la main sur la baisse des prestations sociales pour les

étrangers ?

Oui, il y a un certain nombre de victoires. Les

agences et opérateurs, un peu de nettoyage ? C'est des petites

mesures parce qu'en fait, il économise des quelques centaines de millions par-ci sur l'immigration, quelques centaines de millions par-là sur les énergies intermittentes. Tant mieux. Bon, c'est des victoires idéologiques importantes parce que la remise en cause des contrats sur les énergies intermittentes, les éoliennes et le solaire, ça va coûter quand même 14 milliards d'euros aux Françaises et aux Français. 14 milliards d'euros. Donc vous voyez, c'est à peu près le même montant que pour soulager les taxes sur le carburant aux Françaises et aux Français pour une énergie dont on n'a pas besoin puisque 'on surproduit de l'électricité et nos réacteurs nucléaires, ils ont 100 TWh sous le pied, s'il vous plaît, pour prendre le relais. Donc c'est n'importe quoi. On est dans la corruption pure et simple. Sur les marchés des énergies renouvelables, on finance des trucs

dont on n'a absolument pas besoin très très cher, mais ils nous donnent raison sur le fait qu'on peut annuler les contrats. Parce qu'aux dernières élections présidentielles, la dernière élection présidentielle, soi-disant, c'était impossible, on ne pouvait pas y toucher. Ah, touche pas au Grisby, ça c'est sûr, puisque toucher au Grisby, c'était 14 milliards d'euros d'argent public détourné par des lobbyistes. Donc ça veut

dire que petit à petit, l'exécutif vient sur vos positions. C'est une main tendue au RN pour que vous ne votiez pas la censure du budget. C'est ce que vous allez faire ?

Je ne sais pas si c'est une main tendue, c'est une reconnaissance de la justesse des analyses de Marine Le Pen et de Jordan Bardella sur l'immigration. C'est pareil, on nous expliquait que c'était raciste, xénophobe, épouvantable de mettre des conditions pour toucher des aides sociales. Finalement, ils découvrent qu'il faut mettre des conditions. Donc voyez bien que tout ce cinéma qui ne vise en fait qu'à salir le Rassemblement national, à ne pas avoir un débat de fond, et on le paie très cher aujourd'hui, parce que si ces mesures, même modestes, avaient été prises il y a 5 ans, une mesure à 300 millions la première année sur 5 ans rapporte 1,5 milliard. Bref, donc c'est dommage, parce que ce que disaient Marine Le Pen et Jordan Bardella sur le fond faisait progresser le débat et surtout protéger les Françaises et les Français. Donc là, on va voir. Donc pas de décision aujourd'hui sur la censure ou pas ? On a toujours procédé comme ça. On regarde le texte, qu'on n'a toujours pas. On a des rumeurs et des informations qui ne vont pas dans le bon sens. Et après, on défend les Françaises et les Français au Parlement. Notamment

les retraités ? Oui, bien sûr. Les lignes rouges, on ne leur fait pas peser le moindre poids sur leurs épaules ? Moi, je suis très choqué. Même sur 6 milliards d'euros

? Et d'ailleurs, j'ai fait plusieurs meetings ces dernières semaines. Moi, je suis très content de la réponse des Françaises et des Français face à cette discrimination. C'est -à-dire qu'avant, la gauche opposait les travailleurs et les entrepreneurs, les personnes modestes et les privilégiés, les jeunes. Et maintenant, M. Macron et la gauche accusent les jeunes contre les vieux. les vieux. · Je pense qu'on a une retraite contre les jeunes. On va pas diviser les familles comme ça. C'est très choquant de dire à un jeune qui galère dans sa vie « c'est la faute peut-être de tes grands-parents qui ont une retraite après avoir travaillé toute leur vie ». C'est très choquant parce que c'est vraiment diviser les Françaises et les Français en choisissant des boucs émissaires. Les retraités, ils ont cotisé, ils ont travaillé, ils ont créé de la richesse, ils ont une retraite qui est pas très importante. Et quand on entend M. Lescure qui dit « dire qu'à 2 000 euros, on vit bien ». · Qu'un sou était un sou. 2 000 euros, on vit bien en France avec la mutuelle quand on a plus de 70 ans, entre 150 et 200 euros, un loyer entre 600 et 800. · C'est honteux de dire ça. · C'est honteux surtout quand M. Lescure, tant mieux pour lui, il a pas de problème dans sa vie, il est multimillionnaire. Je suis pas jaloux, je suis pas aigri. Mais quand on a la chance ou le privilège d'avoir beaucoup de moyens dans sa vie, on crache pas au visage des Françaises et des Français des classes moyennes et populaires qui essaient de s'en sortir avec 2 000 euros, avec le plein qui est à 100 euros. Non mais franchement, il faut... · Et les charges sur le logement. · Il devrait présenter ses excuses parce qu'il va avoir un rôle important dans les mois à venir sur le budget. Et donc, pour demander sans doute des efforts aux Françaises et aux Français, on peut pas commencer une période budgétaire avec des difficultés qu'on connaît, 10 ans de macronisme, en insultant les classes moyennes et populaires.

· Jean-Philippe Tanguy, on est sur CNews et sur Europe 1. Jérôme Guedj, candidat socialiste à la primaire de la gauche, qui était hier à votre place, déplore que le gouvernement se tombe désormais vers le RN et non plus vers les socialistes pour cette confection du budget. Il dit qu'ils sont les meilleurs garants de la justice sociale. Que lui répondez-vous ? Ils sont dans ce processus de

primaire de la gauche qui s 'annonce assez mouvementé. ·

Écoutez, je pense que ça avait échappé à une majorité de Français, que les socialistes défendaient la justice sociale. Je rappelle que quand ils étaient au gouvernement, ils ont augmenté les taxes sur le carburant. C 'est Mme Royal qui fait un grand retour, comment dire, la plus démagogique possible en expliquant qu 'elle est contre les taxes sur le carburant. Quand elle était ministre de l 'Écologie, elle a augmenté les taxes sur le gazole pour les aligner sur l 'essence. Elle s 'est mise sur une trajectoire de la fameuse taxe carbone. C 'est les socialistes... · Elle a annulé

l 'éco -taxe aussi qui nous avait valu les bonnets rouges. · Non, mais

ça, elle en est très fière. Mais elle a augmenté les taxes pour les Françaises et les Français et les familles. Donc tout ça, c 'est n 'importe quoi. Quand il y avait François Hollande avec M. Gued et ses amis, c 'était des records d 'impôts sur les classes moyennes. C 'est eux qui ont supprimé l 'universalité des allocations familiales, qui a fait beaucoup de mal aux classes moyennes, aux familles françaises. Il y a eu une chute de la natalité quand François Hollande avait annoncé cette rupture de l 'universalité des allocations familiales, qui était un acquis de la résistance. Et pour gagner trois copecs, ils ont annulé un acquis de la résistance. · De Jean -Luc

Mélenchon. · Pardon ? · Est -ce que les socialistes, cette primaire, c 'est une façon d 'être les supplétifs de Jean -Luc Mélenchon ? Parce qu 'il y a des lignes rouges qui sont tracées, notamment par M. Gued qui dit « pas d 'alliance avec LFI ». ·

Mais pas du tout. Vous savez, moi, j 'attends un engagement de M. Gued. C 'est que si M. Mélenchon devait aller au deuxième tour, qu 'il n 'accepterait aucune responsabilité gouvernementale de M. Mélenchon. Parce qu 'ils sont amis. Ils sont amis depuis très longtemps. Vous savez que M. Gued avait préparé l 'ENA, je crois, dans le bureau de sénateur de M. Mélenchon. · Depuis la rupture et consommée. · Oui. Bon, on verra. Voilà. Mais que M. Gued ne s 'engage pas seulement à par une alliance avec LFI, à ne pas venir au secours de M. Mélenchon pour faire oublier un certain nombre de déclarations scandaleuses, sur lesquelles, d 'ailleurs, M. Gued a été courageux. Mais avec les socialistes, je crains toujours le pire. C 'est courageux pour faire des voix au premier tour. Et c 'est très lâche au deuxième tour pour obtenir un poste de ministre. · Dans les deux cas, c 'est pour leur pomme.

· François Hollande serait un adversaire redoutable pour Marine Le Pen.

· Ah ben, il faut prendre avec sérieux. Il a été président de la République. Il a déjà été élu par une majorité de Françaises et de Français. Son bilan était calamiteux. Bon, je rappelle que M. Hollande, c 'est quand même quelqu 'un qui prétend pouvoir discuter avec virilité contre M. Poutine et qui s 'y fait humilié par Léonarda. ·

Très bien. Ça, c 'est une punchline pour lui. Est -ce que vous aussi, vous avez été à nouveau insulté récemment par des individus après avoir été comparé à un rat, à nouveau des menaces de mort sur les réseaux sociaux. On est des centaines à vouloir tapons. On ne te loupera pas. Tes paroles ne resteront pas impunies. Vous allez porter plainte ? ·

Oui, bien sûr. Je porte systématiquement plainte. Je vous remercie de noter ces menaces, puisque j 'en suis à plus de 600 plaintes en 4 ans pour menaces de mort, menaces de viol, menaces de me péter la gueule. Bon, voilà. Bon, ça, c 'est le combat politique, malheureusement, dans ses pires travers. Mais c 'est à cause d 'adversaires qui sont indignes. Parce qu 'en fait, d 'où viennent ces accusations ? C 'est des déformations de mes propos. C 'est de la mauvaise foi. C 'est me nazifier. C

'est faire croire que je serais haineux. Moi, je n 'ai aucune haine. Je n 'ai toujours lutté contre les discriminations. Et d 'ailleurs, les groupuscules néo -nazis, eux aussi, me menacent de mort. Donc je suis à la fois menacé, si vous voulez, par ce qui peut rester de groupuscules néo -nazis et par l 'extrême -gauche qui me salit. J 'attends toujours les excuses de France Inter, puisque le fait de me traiter de rat, c 'était sur une chaîne publique payée par nos impôts. Donc si vous voulez que mes impôts financent le fait de me faire insulter, bon, il y a quelques limites quand même. Moi, je ne suis pas maso, contrairement à...

Et est -ce que vous vous présentez des excuses à Vierzon, le 19 septembre, lors d 'un discours ? Vous avez prononcé cette phrase, « Le travail rend libre ». Vous connaissez parfaitement la connotation historique de cette phrase, « But my fry », qui était sur le portail de Auschwitz. C 'était une référence ou pas du tout ?

Mais pas du tout. Ceux qui ont entendu le discours, d 'ailleurs, moi, je suis plutôt content, parce que 90 % des journalistes qui ont vu la vidéo ont dit que c 'était n 'importe quoi de m 'accuser de ça. 80 % des commentaires sur les réseaux sociaux disent « Mais c 'est n 'importe quoi de l 'accuser de ça ». C 'était un discours sur le fait qu 'avec un bon salaire, si on peut se payer un logement, et grâce aux acquis sociaux de la résistance, mot pour mot, les individus pouvaient s 'émanciper et acquérir une liberté. Non, par contre, moi, je voudrais présenter mes... Vous

regrettez cette phrase ou pas ?

Je ne vais pas regretter qu 'on m 'accuse de n 'importe quoi. Par contre, s 'il y a des personnes qui ont entendu cette phrase isolée, parce que la gauche a coupé deux secondes. C 'est -à -dire que c 'est un discours de 30 minutes, il coupe deux secondes. Si, par contre, il y a des personnes qui ne connaissent pas le discours et qui ont été heurtées par le fait que cette phrase soit isolée parce qu 'ils ont une histoire familiale douloureuse, ou qu 'ils sont même victimes de relents antisémites, évidemment, je leur présente mes excuses. Non pas pour ce que j 'ai dit, parce que je n 'ai rien dit de mal, mais parce qu 'ils ont pu être heurtés à titre personnel. Et moi, je respecte la souffrance et la douleur des personnes et des familles qui ont été meurtries, malheureusement, par la barbarie nazie. Mais tout mon combat, évidemment, c 'est contre cette barbarie. Et il ne faut évidemment pas laisser aux groupuscules qui peuvent rester et qui restent néo -nazis une valeur comme l 'émancipation par les acquis sociaux et le travail. Donc, Nicolas Sarkozy avait fait un discours mot pour mot disant que le travail rendait libre. Et c 'est un sujet de philo régulier. La

campagne s 'annonce donc violente ? Oui, ça devait être très violente, très injuste. Est -ce que vous ne sous -estimez pas, encore une fois, la violence de cette campagne contre le RN, contre Marine Le Pen, ce qui pourrait l 'empêcher, encore une fois, de se présenter au second tour

? Non, vous savez, moi, j 'ai été... Enfin, de se

présenter, non, mais d 'être élu au second tour.

Vous savez, moi, j 'ai été... Je suis un des rares hommes politiques qui a été physiquement agressé au couteau pour son combat politique. Donc, je sais très bien où ça peut aller. Je ne me victimise pas. Je dis la réalité telle que ça s 'est passé. D 'ailleurs, la justice n 'a jamais dénié vraiment enquêter sur ce qui s 'est passé. Bon, bref. Donc, je sais ce que c 'est la violence. Le RN, malheureusement, on a souvent été victime de violence. Voilà, je le dénonce, mais moi, je continuerai à me battre. Je ne me mettrai pas à plat ventre pour des propos que je n 'ai jamais tenus, alors que je suis dans le combat totalement inverse. Et je remercie tous ceux qui me soutiennent, y compris d 'ailleurs des adversaires politiques qui ont eu des mots sympathiques, courtois et

républicains. Et un certain nombre, je le dis aussi, parce que de journalistes sérieux qui ont écouté cette vidéo et qui ne sont pas tombés dans la diffamation et la salissure. Et je voudrais les saluer, parce que quand même, on est des êtres humains avant tout. Et quand on évite qu'un homme ou une femme soit salie, c'est plutôt, voilà, il faut le saluer. Donc, je remercie ceux qui ont fait leur travail. Et je ne remercie pas, par contre, les quelques hommes politiques qui pensent faire quelques voix en m'insultant, moi ou un autre, d'ailleurs. Deux questions encore. Moi, je n'ai jamais insulté personne

comme ça. Concernant Emmanuel Macron, qui hier à l'ONU a estimé, s'en est pris à Israël, estimons que les agissements israéliens en Cisjordanie étaient infondés, notamment parce que le Hamas n'est pas actif sur ce territoire, c'est l'autorité palestinienne. Israël dénonce l'absurdité grotesque de ses propos. Que dites-vous ?

C'est faux, c'est faux, puisque le Hamas, malheureusement, sévit, lui ou des individus liés au Hamas, sur ces territoires, avec des victimes innocentes. Emmanuel Macron, malheureusement, a perdu la capacité historique de la France à s'adresser en tant que nation libre, équitable, et à pouvoir parler de la paix, tout en respectant les nations, en particulier la démocratie israélienne. Donc il ne s'agit pas de ne pas faire de critiques amicales, de ne pas faire de critiques dans le respect. On a le droit de se dire des choses entre nations amies, entre la France et Israël, mais il faut garder un esprit de justice, et ne pas, on en revient au respect qu'on doit aux victimes et aux familles innocentes qui subissent la barbarie du Hamas. ·

Et il refuse, Emmanuel Macron, a priori, d'assister à aucune des messes célébrées par le pape Léon XIV, sans doute faute d'audience personnelle. Comment est-ce que vous prenez cela ?

· Écoutez, si c'est vrai que c'est faute d'audience personnelle, je trouve que c'est un caprice indigne des valeurs françaises, puisque · Ah non, alors il dit que c'est au nom de la laïcité, évidemment. · Ah ben pardon, mais là je ne vois pas le rapport, parce que c'est un chef d'État, et puis on peut assister à une messe, ça m'arrive régulièrement, et se faisait le général de Gaulle sans communier, par exemple. Donc le général de Gaulle assistait à des messes, s'il ne communiait pas, je crois que c'est la norme dans la République française. La France reste la fille aînée de l'Église, de culture chrétienne, judéo-chrétienne. · Vous irez,

Marine Le Pen se rendre pas assez mal ? · J'ai cherché à masquer, mais il n'y avait

plus de place, si vous voulez tout savoir, mais il y aura beaucoup de députés du Rassemblement National, il y aura sans doute Marine Le Pen et Jordan Bordela, et si j'avais pu y assister, j'aurais été avec intérêt et plaisir, parce que par ailleurs le pape est non seulement une personne pour la paix, une personnalité pour la paix, mais qui a des discours très intéressants, notamment sur les nouvelles technologies, et ça mérite d'être entendu.

· Merci beaucoup Jean -Philippe, on est venu ce matin dans la matinale sur CNews d'Europe 1. Bonne journée à vous. · Sous-titrage Société Radio-Canada · · Sous-titrage Société Radio-Canada ·